

COMMUNIQUÉ

Pour diffusion le mardi 23 janvier 2024 à 7 h

SOURCE : Greenpeace

Dénationalisation de l'électricité - Des organisations dénoncent un recul historique et exigent un véritable débat public

Montréal, le 23 janvier 2024 – Des organisations de la société civile réagissent à [l'intention](#) du ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, Pierre Fitzgibbon, de déposer un projet de loi qui légaliserait la vente directe d'électricité entre entreprises privées, ce qui est actuellement interdit, et mettrait ainsi fin au monopole d'Hydro-Québec. Les organisations affirment que la proposition de dénationaliser l'électricité est un recul historique qui nous ramène 60 ans en arrière, alors que le gouvernement Legault n'a pas reçu le mandat de fragiliser ce service public essentiel qui est d'importance stratégique pour l'économie et la sécurité énergétique du Québec. L'importance des enjeux énergétiques exige qu'un véritable débat public ait lieu de manière à ce que les décisions soient prises dans l'intérêt collectif.

60 ans d'histoire et la décarbonation du Québec sont en jeu

À qui appartient la légitimité de décider de l'usage du territoire et des ressources limitées ? Selon l'approche du gouvernement, les projets industriels accapareront de façon non planifiée et non coordonnée les équipements, la main-d'œuvre, les territoires les plus économiquement avantageux et propices à la construction de nouvelles infrastructures électriques, ainsi que les retombées économiques qui y sont associées, le tout sans consultation de la population. En plus, ce manque de planification se répercuterait sur l'effort demandé et sur la facture d'électricité de l'ensemble de la population. « La population n'a jamais donné à la CAQ le mandat de renverser la décision collective prise il y a 60 ans de nationaliser l'électricité. Avant toute modification législative, il faut un plan d'ensemble et un vrai débat de société pour définir les orientations de ce plan. C'est la décarbonation du Québec, dans une perspective de transition juste, qui est en péril », soutiennent les organisations.

L'ensemble de cette situation - tout comme les pratiques douteuses employées pour soustraire d'autres dossiers comme celui de Northvolt au débat public et aux obligations environnementales - illustre dramatiquement la nécessité de tenir rapidement un exercice légitime de dialogue social sur l'avenir énergétique du Québec. Cette demande, exprimée [publiquement](#) et [directement au gouvernement](#) depuis maintenant plus d'un an par une centaine d'organisations de la société civile québécoise, reste lettre morte à ce jour. Face à ce silence, les groupes ont renouvelé leur demande, le 30 novembre dernier, en présentant à l'Assemblée nationale le [Manifeste pour un avenir énergétique juste et viable](#), appuyé par le Parti Québécois et Québec solidaire. Plusieurs organisations ont également [demandé un moratoire](#) sur l'octroi d'électricité pour le développement industriel, le temps de se doter d'une politique énergétique et d'un plan intégré des ressources basés sur une consultation large et un débat démocratique. Cette politique et ce plan devraient

être fondés sur une approche systémique incluant notamment les impacts environnementaux et sociaux.

« Une consultation en ligne, en plein été, sur un sujet restreint au développement et à l'encadrement des énergies renouvelables, ne dispense pas d'un vrai débat démocratique sur la question beaucoup plus large de l'avenir énergétique du Québec », insistent les groupes. **Comme la nationalisation d'Hydro-Québec a fait l'objet d'une élection référendaire en 1962, les signataires appellent tous les groupes de la société civile à se mobiliser pour exiger que ce choix de société ne soit pas renversé arbitrairement par le gouvernement. Comme l'a synthétisé [Boucar Diouf](#), « on n'a jamais voté pour ce qu'essaie de faire Pierre Fitzgibbon ».**

***Listes des organisations signataires :**

Greenpeace Canada

Regroupement des organismes environnementaux en énergie

Fondation Rivières

Nature Québec

ACEF du Nord de Montréal

Mouvement écocitoyen UNEplanète

Eau Secours

Mobilisation environnement Ahuntsic-Cartierville

Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec (MÉPACQ)

Collectif Femmes pour le climat (CFC)

Solidarité Environnement Sutton

Fondation David Suzuki

Conseil central du Montréal métropolitain-CSN

Carrefour de participation, ressourcement et formation (CPRF)

Les AmiEs de la Terre de Québec

Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA)

Collectif scientifique sur les enjeux énergétiques au Québec

Coalition Alerte à l'Enfouissement Rivière-du-Nord (CAER)

Association québécoise des médecins pour l'environnement (AQME)

Union des consommateurs

- 30 -

Pour plus d'informations ou pour obtenir des entretiens avec les signataires du communiqué, veuillez contacter :

Mélanie Busby

melanie.busby@pouurlatransitionenergetique.org

(514) 233-8941

Anne-Céline Guyon, Nature Québec

anne-celine.guyon@naturequebec.org

(581) 989-0815

Patrick Bonin, Greenpeace Canada

patrick.bonin@greenpeace.org

(514) 594-1221